

Opinion



D.R.

Philippe Van Parijs

Philosophe (UCLouvain, chaire Hoover d'éthique économique et sociale)

■ Si la liberté académique, qui n'est donc pas la liberté de dire et faire n'importe quoi sans enfreindre la loi, doit être défendue, elle nécessite plus que jamais une fidélité à ses valeurs.

Notre liberté académique ne peut-elle pas aussi être menacée de l'intérieur? Bien sûr. Nos collègues exercent indiscutablement du pouvoir sur nous. Et c'est heureux. C'est en partie le souci de gagner et garder leur estime qui nous incite à être des enseignants consciencieux, des chercheurs rigoureux et des participants responsables au débat public. Mais cette pression ne peut-elle pas aussi nous inciter à éviter des sujets qu'ils jugent délicats, à recruter des collègues ou des conférenciers en raison d'une proximité politique plutôt que de leur aptitude à contribuer à la réalisation collective de notre triple mission?

La confiance de la société

Bien sûr que ces tentations existent. Pas seulement en provenance des collègues, aussi en chacun de nous. Ce qui doit – et ce qui seul peut – y faire obstacle, c'est notre éthos d'universitaires, la responsabilité dont l'exercice justifie la confiance que la société nous fait en nous accordant la liberté académique que nous revendiquons.

Ainsi, s'il est légitime de choisir les questions sur lesquelles portent nos recherches en fonction de nos engagements, il ne l'est pas de laisser ceux-ci influencer les réponses que nous leur apportons. S'il est légitime de ne pas cacher à nos étudiants les positions controversées que nous défendons, il ne l'est pas de nous en faire les prosélytes. Il importe au contraire de leur faire comprendre les arguments les plus forts qui soutiennent les positions opposées aux nôtres. Et s'il est légitime de nous aventurer dans le débat public au-delà de notre petite expertise per-

sonnelle, il importe de le faire en restant constamment à l'écoute des objections de tous ordres.

Plus important que jamais

Pratiquer cet éthos universitaire peut exiger un effort sur nous-mêmes et une résistance aux attentes de nos proches. Mais y rester obstinément fidèle est aujourd'hui plus important que jamais. D'abord, s'en écarter peut suggérer, parfois à juste titre, une partialité coupable et ainsi amplifier la méfiance d'une partie de la population à l'égard des universitaires, des scientifiques, des experts. Ensuite, des détenteurs du pouvoir politique peuvent exploiter cette méfiance pour menacer beaucoup plus gravement notre liberté académique que ne pourra jamais le faire la pression de nos pairs.

Enfin et surtout, pour faire ce que nos sociétés démocratiques sont en droit d'attendre de nous, nous devons oser dire ce qui nous paraît vrai et juste même et surtout si cela déplaît aux détenteurs du pouvoir académique, économique ou politique et parfois à nous-mêmes et à nos collègues les plus chers. Nous devons aussi oser accueillir dans nos universités, dans le cadre de nos cours comme d'événements publics, des voix même profondément discordantes, certes en veillant à adopter un format qui permette une écoute mutuelle, un échange d'arguments, une vraie réflexion commune. Nous devons même parfois oser accepter des invitations qui n'offrent pas cette garantie.

Pour jouer pleinement notre rôle spécifique de serveurs de la démocratie, il importe de ne pas déployer trop vite le cordon sanitaire de la parole.

OPINION

Apprendre aux élèves à se battre est infiniment respectable

■ Préparer l'avenir des élèves actuels, c'est aussi et surtout leur apprendre comment ils pourront, jeunes adultes, défendre collectivement les conditions de leur avenir.



D.R.

Geneviève Genicot

Autrice, docteure en Sciences politiques, spécialiste des mouvements sociaux et de la marchandisation de l'enseignement

Si l'école sert à enseigner, cette grève de 2026 apprendra aux élèves les outils dont ils auront besoin pour se battre demain. Quand les enseignants menacent de ne pas faire passer les examens de fin d'année, ils se voient culpabilisés: ils ne tiendraient pas compte de l'intérêt des pauvres enfants dont ils ont la charge. Mais dans le monde d'aujourd'hui, les bonnes notes ne servent à rien. Tout s'est transformé en rapports de force avec des géants, politiques ou économiques. Le dialogue, la concertation sociale, et même la loi, parfois, ne sont plus que des mots, des concepts apparemment périmés. Alors, il ne reste que l'action collective.

Un monde d'une extrême violence

Le monde dans lequel ces jeunes arrivent est d'une extrême violence par rapport à celui où leurs parents et grands-parents ont grandi. C'est le monde où s'achève l'œuvre néolibérale, méthodique et progressive, de sape de tous les mécanismes qui ne rendaient pas l'être humain responsable, seul, de son destin, de sa santé, de son travail. Leur idéologie qui cherche à cacher la forêt de ceux qui sont simplement nés dans le confort avec l'arbre de ceux qui ont réussi à se faire tout seuls (cela s'appelle: le "biais du survivant").

Préparer l'avenir des élèves actuels, à 12 ans, 15 ans, 18 ans, c'est aussi et surtout leur apprendre comment ils pourront encore, jeunes adultes, défendre les conditions de leur avenir collectivement: exiger des décisions fortes sur le climat pour préserver une vie "vivable", défendre l'accès à des soins de santé de qualité, à une éducation de qualité, à une éducation artistique pour tous, l'existence d'un filet social de sécurité pour les cabossés de la vie (ça arrive si vite), obtenir une régulation

éthique légale des usages de l'IA, défendre le caractère privé des data et le droit à la vie privée.

Rapport de force

C'est pourquoi toutes les expériences de mobilisation collective sont bonnes à prendre, à comprendre, pour que les adultes de demain puissent livrer ces batailles qui seront les leurs.

Qui mieux que les enseignants d'histoire pourrait leur parler des mouvements sociaux ouvriers qui ont construit le droit collectif du travail, de la création de la sécurité sociale d'après guerre, des mouvements pacifistes des années 70, des luttes et de l'obtention très récente de la plupart des droits autonomisant les femmes, des expériences de contrôle collectif des budgets publics dans la ville de Porto Alegre dans les années 90?

Qu'est-ce qu'un rapport de force, comment le créer, comment l'utiliser à bon escient? Les élus qui culpabilisent les profs le savent, eux. Ils savent combien l'incertitude sur l'organisation de la fin d'année pèse en faveur des profs. Et il est bien cynique de leur part, pour défaire ce rapport de force, d'en appeler à la vocation d'hommes et de femmes qui, chaque jour, déposent des étincelles dans le cœur et l'esprit d'adolescents de plus en plus anxieux face à l'avenir – pour n'être considéré par beaucoup que comme une garderie améliorée, composée de fainéants perpétuellement en vacances. Je souhaite aux enseignants d'éviter ce piège moralisateur et d'aller au bout de leur démarche. Leur lutte est ce dont les élèves ont besoin, bien plus que d'évaluations d'un travail qu'ils ont de toute façon fourni toute l'année.

Enseignants, enseignantes, je soutiens pleinement votre lutte. Car l'exemple est aussi une manière d'enseigner.